



**GROUPE COLABOR INC.**

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS  
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**2<sup>e</sup> TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2014**

**PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 14 JUIN 2014**

**LE 17 JUILLET 2014**

**GROUPE COLABOR INC.**  
**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS**  
**D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**2<sup>e</sup> TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2014**

**PÉRIODE DE 84 JOURS TERMINÉE LE 14 JUIN 2014**  
**TABLE DES MATIÈRES**

<b>1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS</b>	<b>3</b>
<b>2. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES</b>	<b>3</b>
<b>3. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>3</b>
<b>4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ</b>	<b>4</b>
<b>5. PRINCIPALES RESSOURCES ET COMPÉTENCES :</b>	
<b>5.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>	<b>7</b>
<b>5.2 DIRECTION</b>	<b>7</b>
<b>6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE</b>	
<b>6.1 RÉSULTAT</b>	<b>8</b>
<b>6.2 SITUATION FINANCIÈRE</b>	<b>14</b>
<b>6.3 FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>16</b>
<b>7. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES</b>	<b>18</b>
<b>8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS</b>	<b>18</b>
<b>9. TRANSACTIONS HORS BILAN</b>	<b>18</b>
<b>10. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR</b>	<b>19</b>
<b>11. RISQUES ET INCERTITUDES</b>	<b>20</b>
<b>12. ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES</b>	<b>22</b>
<b>13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE</b>	<b>24</b>
<b>14. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE</b>	<b>24</b>

**Le 17 juillet 2014**

## **1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs**

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (« GCL », la « Société » ou « Colabor »), anciennement Fonds de revenu Colabor (le « Fonds ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du 2<sup>e</sup> trimestre de l'exercice financier se terminant le 27 décembre 2014. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ces états financiers peuvent être consultés sur [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et [www.colabor.com](http://www.colabor.com).

Un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Ainsi les ventes et le résultat de la Société sont proportionnellement moins élevés au premier trimestre et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33% plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice.

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS, par exemple la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements et impôts sur les bénéfices (BAIIA), libellé aux états financiers sous « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

## **2. Déclarations prospectives**

Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion.

## **3. Généralités**

### **Arrangement corporatif ayant résulté en la création de Groupe Colabor Inc.**

Le Fonds était une fiducie à but restreint, à capital variable et non constituée en société, qui avait été établie sous le régime des lois de la province de Québec aux termes d'une déclaration de fiducie datée du 19 mai 2005. Les parts du Fonds étaient transigées à la Bourse de Toronto sous le sigle *CLB.UN*.

Le 8 juillet 2009, le Fonds avait annoncé son intention de se convertir d'une structure de fiducie de revenu en une société par actions (la « Conversion »). Afin de réaliser la Conversion, Colabor avait conclu, à cette date, avec Biotechnologies ConjuChem Inc. (« ConjuChem ») une

convention d'arrangement (la « convention d'arrangement ») aux fins de la réalisation de la Conversion aux termes d'un plan d'arrangement prévu par la loi visant ConjuChem (le « plan d'arrangement ») en vertu de l'article 192 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (« LCSA »). La clôture de la Conversion a eu lieu le 25 août 2009, suite à l'approbation des porteurs de parts du Fonds lors d'une assemblée extraordinaire qui a eu lieu le 19 août 2009.

### **Informations additionnelles**

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le sigle *GCL-T* tandis que ses débetures convertibles le sont sous *GCL.DBA*.

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant GCL et antérieurement le Fonds sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à son site informatif [www.colabor.com](http://www.colabor.com).

## **4. Profil de la Société**

### **Description des activités**

Fondée en 1962, Colabor est un grossiste et un distributeur de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et sous trois divisions: Ontario, Centre du Québec et Est du Québec et Maritimes.

### ***Segment Distribution***

Ce segment comprend les activités des opérations suivantes :

#### ***1. Summit Foodservice (Summit)*** (division de l'Ontario)

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Vaughan à plus de 3 000 clients, dont Cara (Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's Neighbourhood Bar and Grill, Montana's Cookhouse et Milestone's Grill and Bar), Country Style, Mr Sub, Wild Wing, à d'autres chaînes de restauration et à des restaurants indépendants ainsi qu'à des comptes institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits d'hygiène.

Cette division, avec environ 500 employés, opère quatre centres de distribution, dont le siège social de London, où sont regroupés les services administratifs.

La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est d'environ 550 000 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga: 127 961 pieds carrés  
London: 113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)  
Ottawa : 103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)  
Vaughan : 205 000 pieds carrés

## *2. Skor- Division «Libre-service» (division de l'Ontario):*

Cette division opère 5 magasins «libre-service» dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 12 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

## *3. Colabor division Est du Québec et Maritimes*

Colabor division Est du Québec et Maritimes est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, de l'est du Québec, du nord du Nouveau-Brunswick et d'une partie de la Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord. Elle compte environ 500 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et Rimouski qui totalisent environ 341 000 pieds carrés. Sa clientèle se compose principalement, de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, des magasins d'alimentation spécialisés, des comptes institutionnels comme des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail rejoignant au total environ 4 000 clients. Grâce à une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes fraîches, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et d'hygiène. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

## *4. Les Pêcheries Norref Québec Inc. (Norref) (division Centre du Québec)*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Elle est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref opère un centre de distribution, détenant une certification HACCP, d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal et distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. Sa clientèle diversifiée se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels, de traiteurs et de poissonniers. Elle emploie environ 210 employés et plus de 50% de son chiffre d'affaires est lié à des contrats à moyen terme.

## *5. Viandes Lauzon (division Centre du Québec)*

Lauzon est un important distributeur des marques de bœuf de la compagnie Cargill comme Premium Signature Angus, Sterling Silver, et effectue la préparation et la transformation de viandes de grande qualité pour les provinces de Québec et d'Ontario. Ce distributeur très connu et bien établi au Québec est réputé pour ses excellents produits et son personnel expérimenté et compétent offrant un service efficace et souple aux secteurs de la restauration et de l'hôtellerie.

Lauzon opère dans une usine de 68 000 pieds carrés récemment rénovée situé à Montréal et ayant une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale.

***Segment Grossiste :***

1. *Centre de distribution de Boucherville (Boucherville)* (division Centre du Québec)

Les ventes du Centre de distribution de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires qu'il fournit à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des services alimentaires et des commerces de détail desservant la province de Québec et les provinces de l'Atlantique.

Les produits sont vendus, soit directement à partir de son centre de distribution (« ventes d'entrepôt »), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs (« ventes directes »).

Ce centre vend généralement ses produits aux prix listés des manufacturiers et fournisseurs. Par conséquent, il génère un bénéfice brut sur ses ventes de la façon suivante :

a) par un bénéfice sur ses ventes d'entrepôt :

Par une majoration du prix coûtant de ses produits de marques privées et par des achats faits préalablement à des augmentations de prix des manufacturiers et fournisseurs et revendus par la suite aux nouveaux prix des manufacturiers.

b) majoritairement par des remises des fournisseurs :

Ces remises comprennent : i) les ententes conclues avec des fournisseurs surtout en ce qui a trait aux ententes de distribution, à la facturation centrale, aux remises pour chargement complet et à d'autres régimes incitatifs, ii) les remises reçues des fournisseurs selon le volume d'achat, iii) les escomptes de caisse sur des achats basés sur les modalités de la vente, et iv) des fonds de publicité nets reçus relativement à des activités promotionnelles.

Il opère un centre de distribution de 371 120 pieds carrés à Boucherville, centre qui pourrait être agrandi jusqu'à 650 000 pieds carrés et emploie environ 100 personnes.

2. *Viandes Décarie (Décarie)* (division Centre du Québec)

Décarie est un grossiste et distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie opère un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés situé à Montréal. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et détiennent un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

## 5. Principales ressources et compétences

### 5.1 Conseil d'administration

	<u>Rôle</u>	<u>Occupation</u>
M. Robert Panet-Raymond	Président par intérim et président du comité d'audit	Administrateur de sociétés
M. Richard Lord, FCMA	Président du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise	Président et Chef de la Direction de Quincaillerie Richelieu Ltée
M. Stéphane Gonthier	Administrateur	Président et chef de la direction de 99¢ Only Stores
M. Paul Webb	Administrateur	Vice-président exécutif et directeur général de J.B. Cadrin, une division de Beaudry & Cadrin inc.
M. Alain Brisebois	Administrateur	Premier Vice-Président et Chef de la Direction Commerciale de Rona inc.
M. Robert Cloutier	Administrateur	Administrateur de sociétés

### 5.2 Direction

M. Claude Gariépy	Président et Chef de la Direction	Groupe Colabor Inc.
M. Jean-François Neault CPA, CMA, MBA	V.P. et Chef de la Direction financière	Groupe Colabor Inc.
M. Marko Potvin	Vice-Président - Achats centralisés	Groupe Colabor Inc.
M. Michel Delisle	Vice-président Technologies de l'information	Groupe Colabor Inc.
M. Denis Desaulniers, CRHA	Vice-président Ressources humaines et Communications	Groupe Colabor Inc.
M. Jack Battersby	Président	Division Ontario
M. Claude Saillant	Vice-président et Directeur général	Division Est du Québec et Maritimes

## 6. Analyse de la performance

### 6.1 Résultat

Le résultat net du trimestre a atteint 1,6 M \$ comparé à 2,3 M \$ pour le même trimestre l'an dernier. Le résultat par action s'est établi quant à lui à 0,06 \$ par action comparé à 0,09 \$ en 2013.

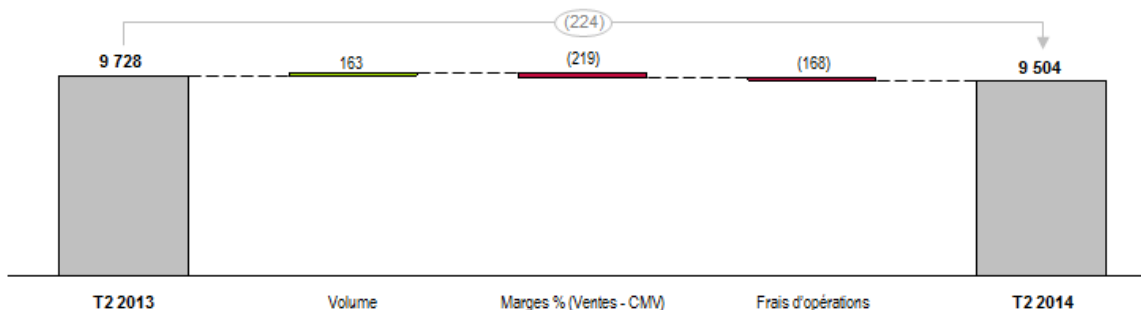
#### États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2014-06-14 (84 jours)		2013-06-15 (84 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
<b>Ventes de marchandises</b>	<b>347 200</b>	<b>100,00%</b>	<b>345 817</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 383</b>	<b>0,40%</b>
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	337 696	97,26%	336 089	97,19%	1 607	0,48%
<b>Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements</b>	<b>9 504</b>	<b>2,74%</b>	<b>9 728</b>	<b>2,81%</b>	<b>(224)</b>	<b>-2,30%</b>
Frais non liés aux opérations courantes		0,00%		0,00%		S/O
Amortissement des immobilisations corporelles	1 013	0,29%	896	0,26%	117	13,06%
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 466	1,00%	3 491	1,01%	(25)	-0,72%
	<u>4 479</u>	<u>1,29%</u>	<u>4 387</u>	<u>1,27%</u>	<u>92</u>	<u>2,10%</u>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>5 025</b>	<b>1,45%</b>	<b>5 341</b>	<b>1,54%</b>	<b>(316)</b>	<b>-5,92%</b>
Charges financières	2 823	0,81%	2 146	0,62%	677	31,55%
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>2 202</b>	<b>0,64%</b>	<b>3 195</b>	<b>0,92%</b>	<b>(993)</b>	<b>-31,08%</b>
Charges d'impôts différés	572	0,16%	805	0,23%	(233)	-28,94%
<b>Résultat</b>	<b>1 630</b>	<b>0,48%</b>	<b>2 390</b>	<b>0,69%</b>	<b>(760)</b>	<b>-31,80%</b>
<b>Résultat de base et dilué par action</b>	<u>0,06 \$</u>		<u>0,09 \$</u>			

#### Analyse des variances du résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements

(non audités, en milliers de dollars)





La perte nette cumulative a atteint 3,9 M \$ comparé à 1 M \$ pour l'an dernier à pareille date. La perte nette par action s'est établie quant à elle à 0,15 \$ par action comparé à 0,04 \$ en 2013.

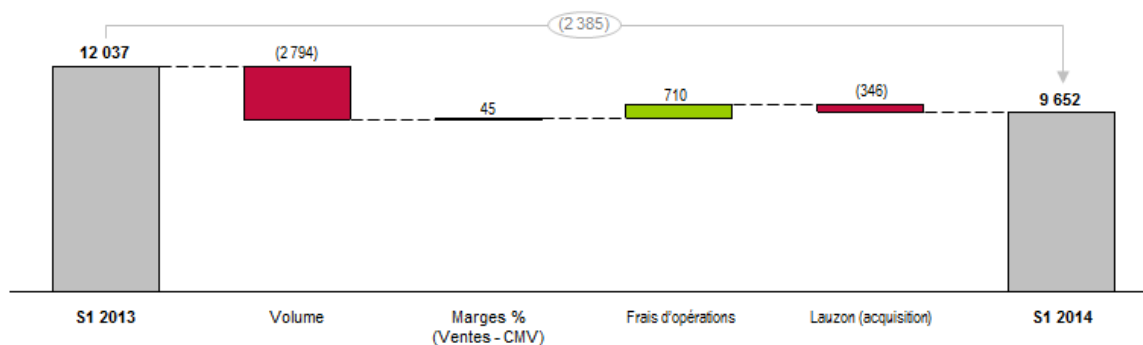
### États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2014-06-14 (165 jours)		2013-06-15 (166 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
<b>Ventes de marchandises</b>	<b>626 518</b>	<b>100,00%</b>	<b>639 397</b>	<b>100,00%</b>	<b>(12 879)</b>	<b>-2,01%</b>
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	616 866	98,46%	627 360	98,12%	(10 494)	-1,67%
<b>Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements</b>	<b>9 652</b>	<b>1,54%</b>	<b>12 037</b>	<b>1,88%</b>	<b>(2 385)</b>	<b>-19,81%</b>
Frais non liés aux opérations courantes		0,00%	247	0,04%	(247)	-100,00%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 988	0,32%	2 115	0,33%	(127)	-6,00%
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 745	1,08%	6 514	1,02%	231	3,55%
	<b>8 733</b>	<b>1,40%</b>	<b>8 876</b>	<b>1,39%</b>	<b>(143)</b>	<b>-1,61%</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>919</b>	<b>0,14%</b>	<b>3 161</b>	<b>0,49%</b>	<b>(2 242)</b>	<b>-70,93%</b>
Charges financières	6 214	0,99%	4 469	0,70%	1 745	39,05%
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(5 295)</b>	<b>-0,85%</b>	<b>(1 308)</b>	<b>-0,21%</b>	<b>(3 987)</b>	<b>S/O</b>
Récupération d'impôts différés	(1 359)	-0,22%	(340)	-0,05%	(1 019)	S/O
<b>Résultat</b>	<b>(3 936)</b>	<b>-0,63%</b>	<b>(968)</b>	<b>-0,16%</b>	<b>(2 968)</b>	<b>S/O</b>
<b>Résultat de base et dilué par action</b>	<b>(0,15 \$)</b>		<b>(0,04 \$)</b>			

### Analyse des variances du résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements

(non audités, en milliers de dollars)



## Ventes

Ventes comparables (non audités, en milliers de dollars)

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidées			
	2014-06-14	2013-06-15	Écart		2014-06-14	2013-06-15	Écart		2014-06-14	2013-06-15	Écart	
	(84 jours)	(84 jours)	\$	%	(84 jours)	(84 jours)	\$	%	(84 jours)	(84 jours)	\$	%
Ventes totales	226 156	229 063	(2 907)	-1,3%	121 044	116 754	4 290	3,7%	347 200	345 817	1 383	0,4%
Acquisitions												
Éléments spécifiques		(1 138)	1 138							(1 138)	1 138	
Ajustement pour un jour												
Ventes comparables	226 156	227 925	(1 769)	-0,8%	121 044	116 754	4 290	3,7%	347 200	344 679	2 521	0,7%

Ventes sectorielles (non audités, en milliers de dollars)

	2014-06-14	2013-06-15	Écart	
	(84 jours)	(84 jours)	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	233 101	233 936	(835)	-0,4%
Segment Grossiste	162 685	158 439	4 246	2,7%
	395 786	392 375	3 411	0,9%
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	6 945	4 873	2 072	42,5%
Segment Grossiste	41 641	41 685	(44)	-0,1%
	48 586	46 558	2 028	4,4%
Ventes consolidés				
Segment Distribution	226 156	229 063	(2 907)	-1,3%
Segment Grossiste	121 044	116 754	4 290	3,7%
	347 200	345 817	1 383	0,4%

Le chiffre d'affaires du 2<sup>e</sup> trimestre a atteint 347,2 M\$ comparé à 345,8 M\$ pour le même trimestre en 2013 soit une hausse de 1,3 M\$ ou 0,4 %.

Cette croissance des ventes provient essentiellement du segment grossiste, compensé en partie par une baisse dans le segment distribution. Le chiffre d'affaire du 2<sup>e</sup> trimestre de 2014 est presque pleinement comparable à celui de 2013 compte tenu de l'effet combiné de trois éléments survenus dans le 1<sup>er</sup> trimestre de 2013. Ces trois éléments sont l'acquisition de Lauzon, la perte d'un important client en Ontario dont l'impact est principalement dans le 1<sup>er</sup> trimestre et l'abandon d'une partie importante des ventes des produits de tabac.

La croissance de 3,7 % du segment grossiste provient exclusivement des ventes de produits de viandes de ce segment, ce qui a largement compensé la décroissance des ventes aux distributeurs affiliés.

Les ventes du segment distribution ont connu une décroissance au 2<sup>e</sup> trimestre de 2014, majoritairement causé par une demande moins forte dû au lent départ de la saison estivale et par la perte de clients en Ontario, compensé en partie par la croissance soutenue de la division de poisson frais.

## Ventes

Ventes comparables (non audités, en milliers de dollars)

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidées			
	2014-06-14	2013-06-15	Écart		2014-06-14	2013-06-15	Écart		2014-06-14	2013-06-15	Écart	
	(165 jours)	(166 jours)	\$	%	(165 jours)	(166 jours)	\$	%	(165 jours)	(166 jours)	\$	%
Ventes totales	413 795	433 954	(20 159)	-4,6%	212 723	205 443	7 280	3,5%	626 518	639 397	(12 879)	-2,0%
Acquisitions	(5 003)		(5 003)		(7 628)		(7 628)		(12 631)		(12 631)	
Éléments spécifiques		(20 775)	20 775							(20 775)	20 775	
Ajustement pour un jour		(2 590)	2 590			(1 082)	1 082			(3 672)	3 672	
Ventes comparables	408 792	410 589	(1 797)	-0,4%	205 095	204 361	734	0,4%	613 887	614 950	(1 063)	-0,2%

Ventes sectorielles (non audités, en milliers de dollars)

	2014-06-14	2013-06-15	Écart	
	(165 jours)	(166 jours)	\$	%
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	426 390	442 352	(15 962)	-3,6%
Segment Grossiste	286 327	279 388	6 939	2,5%
	712 717	721 740	(9 023)	-1,3%
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	12 595	8 398	4 197	50,0%
Segment Grossiste	73 604	73 945	(341)	-0,5%
	86 199	82 343	3 856	4,7%
Ventes consolidés				
Segment Distribution	413 795	433 954	(20 159)	-4,6%
Segment Grossiste	212 723	205 443	7 280	3,5%
	626 518	639 397	(12 879)	-2,0%

Le chiffre d'affaires pour l'année a atteint 626,5 M\$ comparé à 639,4 M\$ pour 2013 soit une baisse de 12,9 M\$ ou 2 %. Cette baisse s'explique principalement par le recul des ventes du 1<sup>er</sup> trimestre causé par l'effet combiné de la perte d'un important client en Ontario survenue en avril 2013, l'abandon d'une partie importante des ventes des produits de tabac en février 2013 ainsi qu'à une baisse de la demande accentuée au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 principalement causée par un climat hivernal hors du commun et un environnement économique difficile, compensée en partie par l'acquisition de Lauzon.

Les ventes comparables du segment grossiste sont légèrement en croissance à ce jour grâce aux ventes de produits des viandes qui ont plus que compensées la décroissance des ventes des autres catégories de produits aux distributeurs affiliés. Cette décroissance est imputable à la perte de contrats spécifiques par les distributeurs affiliés.

Les ventes comparables du segment distribution sont en légère décroissance à ce jour principalement causé par une demande inférieure dû au retard de la saison estivale et à la décroissance des ventes en Ontario au cours du 2<sup>e</sup> trimestre.

## **Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements (BAIIA)**

Le BAIIA du deuxième trimestre de 2014 a atteint 9,5 M\$ ou 2,74 % des ventes comparé à 9,7 M\$ ou 2,81 % pour la même période en 2013. La légère baisse du BAIIA s'explique principalement par l'effet négatif combiné de la légère baisse des marges et de la hausse de coûts d'opérations, compensé en partie, par l'impact positif sur le BAIIA de la croissance des ventes.

La baisse des marges en % des ventes, provient principalement du segment grossiste, alors que la hausses des frais d'opération, provient de l'augmentation des frais de vente liée aux initiatives mises en place pour stimuler la croissance organique, compensé en partie l'effet positif relié à la baisse des coûts d'entreposage et de livraison.

Le BAIIA de l'année à ce jour a quant à lui atteint 9,7 M\$ ou 1,54 % des ventes comparé à 12,0 M\$ ou 1,88 % pour 2013. Sur une base cumulative, la baisse de profitabilité s'explique principalement par l'effet combiné de la baisse des ventes comparables de produits non périssables dans le segment grossiste, la perte d'un important client en Ontario ainsi qu'une contribution négative aux résultats consolidés de l'acquisition Lauzon au 1<sup>er</sup> trimestre compensé en partie par la réduction des coûts d'entreposage et de livraison.

## **Frais non liés aux opérations courantes**

En 2014, aucun frais non lié aux opérations courantes n'a été comptabilisé. Les frais non liés aux opérations courantes de la période comparable en 2013 sont reliés à des frais encourus pour l'acquisition de Lauzon

## **Amortissement des immobilisations**

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2014 est stable à 4,5 M\$ comparée à 2013. La hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles comparée à 2013 s'explique principalement par l'acquisition de Lauzon.

## **Frais Financiers**

La charge financière du 2<sup>e</sup> trimestre de 2014 a atteint 2,8 M\$ comparée à 2,1 M\$ pour 2013, soit une hausse de 0,7 M\$. Cette hausse s'explique principalement par l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêt pondéré entre la dette à long terme et l'emprunt bancaire et l'augmentation des frais d'amortissement de la nouvelle convention de crédit.

Les charge financières cumulative de 2014 ont atteint 6,2 M\$ comparée à 4,5 M\$ pour 2013, soit une hausse de 1,7 M\$. Cette hausse s'explique principalement par l'effet combiné de la hausse des taux d'intérêt pondéré entre la dette à long terme et l'emprunt bancaire, l'augmentation des frais d'amortissement de la nouvelle convention de crédit et la radiation des coûts de transactions reportés suite au remboursement de la dette à long terme ainsi que la terminaison d'un swap de taux d'intérêt compensé en partie par la diminution de l'endettement total moyen.

## **Recouvrement d'impôts différés**

Pour la période cumulative, le recouvrement d'impôts différés provient de la perte.

Quant au projet d'avis de cotisation provenant de l'Agence de Revenu du Canada utilisant le recours à la règle générale anti-évitement afin de refuser les pertes fiscales acquises lors de sa conversion de fiducie de revenus à compagnie par actions, la Société a fait parvenir en mars 2013 son argumentation au Comité de l'application de la règle générale anti-évitement. La Société est toujours dans l'attente d'une décision.

## **Résultat par action**

Le gain net par action du 2<sup>e</sup> trimestre 2014 a atteint 0,06 \$ par action comparativement à un gain de 0,09 \$ au 2<sup>e</sup> trimestre 2013, soit une diminution de 0,03 \$ par action.

## 6.2 Situation financière

### États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars)

	2014-06-14 (non audités)	2013-06-15 (non audités)	2013-12-31
	\$	\$	\$
<b>ACTIF</b>			
<b>Courant</b>			
Clients et autres débiteurs	117 123	119 378	114 803
Actifs d'impôts recouvrables	3 052	2 964	2 853
Stock	79 862	89 481	80 243
Frais payés d'avance	4 483	4 748	1 996
<i>Actif courant</i>	<u>204 520</u>	<u>216 571</u>	<u>199 895</u>
<b>Non courant</b>			
Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	4 324	4 432	5 113
Instrument financier dérivé		37	
Immobilisations corporelles	16 298	18 704	16 615
Immobilisations incorporelles	126 144	137 231	131 112
Goodwill	115 065	115 696	115 065
<i>Actif non courant</i>	<u>261 831</u>	<u>276 100</u>	<u>267 905</u>
<b>Total de l'actif</b>	<u>466 351</u>	<u>492 671</u>	<u>467 800</u>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>PASSIF</b>			
<b>Courant</b>			
Découvert bancaire	5 185	11 104	6 828
Fournisseurs et autres créditeurs	93 814	120 647	84 684
Remises à payer	8 708	13 518	8 663
Soldes de prix d'achat à payer	761	13 265	11 496
Emprunt bancaire	6 000		
Obligations découlant de contrats de location	182		
Produits différés	241	198	41
Provisions	831		1 111
<i>Passif courant</i>	<u>115 722</u>	<u>158 732</u>	<u>112 823</u>
<b>Non courant</b>			
Emprunt bancaire	85 626	85 358	108 684
Instrument financier dérivé			78
Dette à long terme	42 125	14 697	14 737
Débentures convertibles	47 699	47 008	47 373
Obligation découlant de contrats de location	695		
Obligation au titre de la retraite	1 292	1 523	520
Provisions	4 068		4 365
Passif d'impôts différés	3 731	6 891	5 407
<i>Passif non courant</i>	<u>185 236</u>	<u>155 477</u>	<u>181 164</u>
<b>Total du passif</b>	<u>300 958</u>	<u>314 209</u>	<u>293 987</u>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital-actions	208 622	208 634	208 622
Déficit	(45 295)	(28 972)	(37 439)
Autres composantes des capitaux propres	2 066	(1 200)	2 630
<i>Total des capitaux propres</i>	<u>165 393</u>	<u>178 462</u>	<u>173 813</u>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<u>466 351</u>	<u>492 671</u>	<u>467 800</u>

## **Facilités de crédit**

Le 31 janvier 2014 la Société a conclu deux ententes portant sur le refinancement de ses facilités de crédit actuelles, ententes qui procureront à la Société une plus grande flexibilité financière et une meilleure marge de manœuvre opérationnelle en fonction de son modèle d'affaires.

Dans un premier temps, un syndicat bancaire dirigé par BMO Banque de Montréal a consenti à Colabor une facilité de crédit d'un montant maximal de 140 M\$ pour un terme de trois ans. Cette facilité de crédit est assortie d'une clause « accordéon » qui permet d'en majorer le montant autorisé de 30 M\$, sous certaines conditions. La Société s'est également vu octroyer des facilités de crédit à terme d'un montant total de 18 M\$ pouvant être utilisées à des fins spécifiques et remboursables sur un terme de 24 mois à compter de leur utilisation, le cas échéant.

En second lieu, la Société a conclu une convention de prêt pour un montant total en capital de 42,5 M\$.

Ces deux ententes ont servi, en partie, à rembourser un prêt de 15 M\$ souscrit en décembre 2011 par la Société.

Pour garantir chacune de ces facilités de crédit, la Société, ses filiales et entités reliées ont consenti des hypothèques affectant l'universalité de leurs biens au bénéfice de chacun de ces groupes de prêteurs.

Sous certaines circonstances, la Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des frais fixes. Au 14 juin 2014, ce ratio était respecté.

## **Emprunt moyen**

Dans leur revue de l'état de trésorerie, les investisseurs doivent considérer qu'il est plus pertinent d'apprécier les fluctuations de l'endettement en utilisant l'endettement moyen journalier de la période plutôt que le solde de fin de période, qui lui, est sujet à une plus grande volatilité.

De plus, compte tenu du focus de la direction à réduire l'endettement, cette façon est plus pertinente pour apprécier l'évolution de la réduction de son niveau d'emprunt.

Dans un premier temps, pour le 2<sup>e</sup> trimestre, l'endettement moyen journalier a atteint 90 M\$ comparé à un endettement moyen au 1<sup>er</sup> trimestre de 96 M\$. L'écart provient principalement des fonds auto-générés pendant le trimestre avant variation du fonds de roulement.

Dans un deuxième temps, l'endettement moyen du 2<sup>e</sup> trimestre de 2014 versus celui de 2013 est respectivement de 90 M\$ comparé à 115 M\$, une réduction de 25 M\$. L'écart s'explique principalement par une émission d'équité nette des acquisitions, une baisse du fonds de roulement et la génération des flux de trésorerie libres après paiement de dividendes.

## **Capital-actions**

Au 14 juin 2014 et au 15 juin 2013, 27 089 321 actions ordinaires étaient émises et en circulation.

## Dividendes

Conformément à sa politique de dividendes, le conseil d'administration de la Société a déclaré le 1er mai 2014, un dividende trimestriel de 0,06 \$ par action ordinaire payé le 16 juin 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la société le 30 mai 2014.

## 6.3 Flux de trésorerie

### Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	2014-06-14 (84 jours)	2013-06-15 (84 jours)	2014-06-14 (165 jours)	2013-06-15 (166 jours)
	\$	\$	\$	\$
<b>Activités opérationnelles</b>				
Résultat avant impôts	2 202	3 195	(5 295)	(1 308)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 013	896	1 988	2 115
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 466	3 491	6 745	6 514
Gains sur dispositions d'immobilisations	(93)		(93)	
Variation des provisions	(335)		(695)	
Charges financières	2 823	2 146	6 214	4 469
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	40	13	65	26
	<u>9 116</u>	<u>9 741</u>	<u>8 929</u>	<u>11 816</u>
Retenues d'impôts	(92)	10	(199)	(164)
Variation nette du fonds de roulement	<u>(7 424)</u>	<u>12 109</u>	<u>4 817</u>	<u>(15 581)</u>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<u>1 600</u>	<u>21 860</u>	<u>13 547</u>	<u>(3 929)</u>
<b>Activités d'investissement</b>				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise				(10 000)
Dividendes reçus d'Investissements Colabor Inc.				2 342
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(499)	(3 436)	(772)	(4 068)
Dispositions d'immobilisations corporelles	125		133	
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(858)	(137)	(1 777)	(137)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<u>(1 232)</u>	<u>(3 573)</u>	<u>(2 416)</u>	<u>(11 863)</u>
<b>Activités de financement</b>				
Emprunt bancaire	4 075	(14 632)	(17 380)	(2 685)
Paiement en vertu de contrats de location	(54)		(62)	
Émission d'actions		(11)		28 627
Dividendes payés	(3 251)	(4 876)	(3 251)	(9 037)
Remboursement de l'avance reçue sur dividendes à être déclarés d'Investissements Colabor Inc.				(1 722)
Paiement de soldes de prix d'achat			(10 735)	(404)
Remboursement de dette à long terme			(15 000)	
Émission nette de dette à long terme			42 087	
Charges financières payées	(2 412)	(1 990)	(5 147)	(4 097)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<u>(1 642)</u>	<u>(21 509)</u>	<u>(9 488)</u>	<u>10 682</u>
<b>Variation nette du découvert bancaire</b>	(1 274)	(3 222)	1 643	(5 110)
Découvert bancaire au début de la période	<u>(3 911)</u>	<u>(7 882)</u>	<u>(6 828)</u>	<u>(5 994)</u>
<b>Découvert bancaire à la fin de la période</b>	<u><u>(5 185)</u></u>	<u><u>(11 104)</u></u>	<u><u>(5 185)</u></u>	<u><u>(11 104)</u></u>



## **Activité opérationnelles**

Les flux de trésorerie reliés aux activités opérationnelles du 2<sup>e</sup> trimestre sont positifs de 1,6 M\$ comparativement à 21,9 M\$ pour la même période en 2013. L'écart de 20,3 M\$ provient essentiellement de la variation séquentielle des comptes à recevoir où, au 2<sup>e</sup> trimestre de 2013, ces derniers avaient générés des liquidités suite à la perte d'un important client ainsi qu'à l'abandon des produits de tabac.

Pour les deux premiers trimestres, les flux de trésorerie reliés aux activités opérationnelles sont positifs de 13,5 M\$ comparativement à des flux négatifs de 3,9 M\$ pour la même période en 2013. L'écart de plus de 17,5 M\$ provient essentiellement de la variation du fonds de roulement. En plus des éléments mentionnés précédemment, l'écart s'explique également par un niveau de compte à payer inhabituellement élevé au 31 décembre 2012. La réduction des comptes à payer ne s'est pas reproduite en 2014.

## **Activité d'investissement**

Les flux de trésorerie nécessaires aux activités d'investissement du 2<sup>e</sup> trimestre ont été de 1,2 M\$ comparativement à 3,6 M\$ pour la même période en 2013. La variation s'explique principalement par des investissements non récurrents en 2013, reliés à l'obtention de l'accréditation HACCP de la division de poissons frais.

Les flux de trésorerie nécessaires aux activités d'investissement à ce jour ont été de 2,4 M\$ comparativement à 11,9 M\$ pour la même période en 2013. L'écart de 9,5 M\$ provient principalement de l'acquisition de Lauzon combiné à des investissements requis par la division de poissons frais. En 2014, les principales acquisitions sont la signature à long terme d'ententes d'approvisionnement.

## **Activité de financement**

Les flux de trésorerie relié aux activités de financement du 2<sup>e</sup> trimestre sont négatifs de 1,6 M\$ comparativement à 21,5 M\$ pour la même période en 2013. L'écart provient principalement de la variation de l'emprunt bancaire ainsi que de la modification du dividende.

Les flux de trésorerie relié aux activités de financement à ce jour sont négatifs de 9,5 M\$ comparativement à un montant positif de 10,7 M\$ pour la même période en 2013. Trois événements expliquent en majeure partie cette variance, soit l'émission d'actions de 28,6 M\$ survenue au 1<sup>er</sup> trimestre de 2013, la souscription de nouvelle dette subordonnée de 42,5 M\$ compensé par le remboursement de 15 M\$ de l'ancienne dette subordonnée survenue en janvier 2014 et la baisse du dividende.

## 7. Résumé des derniers trimestres

(000)	2014-06-14 (84 jours)	2014-03-22 (81 jours)	2013-12-31 (115 jours)	2013-09-07 (84 jours)	2013-06-15 (84 jours)	2013-03-23 (82 jours)	2012-12-31 (114 jours)	2012-08-09 (84 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Ventes</b>	347 200	279 318	456 489	343 584	345 817	293 580	464 280	350 341
BAIIA	9 504	148	11 761	10 228	9 728	2 309	11 977	11 022
<b>Résultat</b>	1 630	(5 566)	(1 978)	(3 883)	2 390	(3 358)	(2 441)	3 047
Bénéfice net de base par action	0,06 \$	(0,21 \$)	(0,07 \$)	(0,14 \$)	0,09 \$	(0,14 \$)	(0,11 \$)	0,13 \$

## 8. Opérations entre apparentés

Lors du premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, le Fonds avait acquis indirectement une participation de 53,2% dans Colabor SC, la participation restante de 46,8% dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. (« Investissements ») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à la conversion en société, à la conversion de débentures et d'émissions d'actions subséquentes, Investissements détient maintenant 18,8% dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée.

Par contre Groupe Colabor Inc., suite aux acquisitions de Bertrand, RTD et Edfrex, détient maintenant 18,12% d'Investissements Colabor Inc. qui, elle, détient un placement de 5 087 349 actions dans Groupe Colabor Inc.

Les opérations entre apparentés sont constituées de remises aux distributeurs affiliés et privilégiés de Investissements au taux de 3% des ventes à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'en 2015.

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

### Opérations entre apparentés

(non audités, en milliers de dollars)

	2014-06-14 (84 jours)	2013-06-15 (84 jours)	2014-06-14 (165 jours)	2013-06-15 (166 jours)
	\$	\$	\$	\$
Remises	3 155	3 330	5 515	5 905

## 9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 014 000 \$, supportant la location d'un des centres de distribution de la Société.

## **10. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir**

### **Situation économique actuelle**

Colabor œuvre dans l'est du Canada, principalement au Québec et en Ontario. La situation économique de ces régions est au ralenti et particulièrement au Québec. Ceci découle principalement d'une consommation plus faible freinée par des augmentations des taxes et tarifs, par l'endettement des ménages et la stagnation des emplois au Québec. Tous ces éléments limitent les dépenses discrétionnaires de consommation des ménages.

Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

### **Stratégies de développement**

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître, lorsque les circonstances le permettront, sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

#### *Consolidation dans la distribution des services alimentaires*

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques, où elle est déjà présente, par des acquisitions hautement synergétiques.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique. Ceci lui permettrait de densifier son réseau de distribution dans l'est du Canada, ce qui augmenterait la profitabilité de ses opérations.

#### *Expansion géographique*

La Société n'est pas actuellement présente dans l'Ouest canadien. Étant donné que la plus importante croissance de l'économie au Canada au cours des dernières années se passe dans cette région, il est certain que la Société aurait avantage à s'y implanter.

### **Perspectives d'avenir**

Ainsi, malgré le ralentissement économique, étant donné la faible part de marché que Colabor a dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

## 11. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle. En sus des risques qui y sont décrits, la Société désire souligner les risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et sur le rendement de l'investissement qui ne sont pas sous le contrôle de la direction.

### **Risques reliés à l'industrie qui pourraient avoir un impact sur la rentabilité et qui ne sont pas entièrement sous le contrôle de la direction :**

- *Dépendance vis-à-vis les distributeurs affiliés*

Les ventes générées par les distributeurs affiliés représentent une fraction importante (environ 20%) des ventes de la Société. La perte d'un nombre significatif de ces distributeurs pourrait avoir un impact négatif sur les résultats de Colabor.

Cependant, ce risque a été atténué par la modifications des ententes d'affiliation pour prévoir une durée initiale de dix ans et l'octroi d'un droit de premier refus par les distributeurs affiliés à Colabor SC sur leurs commerces. Par ailleurs, rien ne garantit que Colabor soit en mesure de financer l'exercice d'un tel droit de premier refus. En outre, des incitatifs sont intégrés dans la relation contractuelle existant entre les distributeurs affiliés, Colabor SC et Investissements Colabor Inc. afin d'encourager les distributeurs affiliés à accroître leurs achats auprès de Colabor.

À ce jour, Colabor a procédé à la signature, avant l'expiration des présents contrats, de cinq des distributeurs affiliés, dont les deux plus importants. La prolongation à long terme sur la base, d'un contrat d'approvisionnement, représente environ 41 % des ventes aux distributeurs affiliés.

- *Absence d'ententes à long terme entre les distributeurs affiliés et leurs clients*

Conformément à la pratique générale de l'industrie, les distributeurs affiliés ne concluent habituellement pas d'ententes à long terme avec leurs clients. Ainsi, les clients peuvent, sans préavis, ni pénalité, mettre un terme à leur relation avec les distributeurs affiliés. En outre, même si les clients décidaient de poursuivre leur relation avec les distributeurs affiliés, rien ne garantit qu'ils achèteront le même volume de produits que par le passé, ni qu'ils paieront le même prix pour ces produits que par le passé. Toute perte de clients par les distributeurs affiliés, ou diminution du chiffre d'affaires ou du prix payé par eux pour les produits, pourrait toucher les ventes de la Société et avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation. Par le passé, les distributeurs affiliés, s'appuyant sur leurs connaissances des marchés respectifs dans lesquels ils évoluent, ont pu se démarquer de leurs concurrents en offrant des services personnalisés à leurs clients, notamment des calendriers de livraisons souples et une gamme de produits adaptés aux besoins de leurs clients.

- *Choix des clients*

Le succès de Colabor dépend aussi de l'intérêt continu des clients vis-à-vis les produits qu'elle distribue. Un changement dans les choix des clients pourrait affecter la demande des produits distribués par Colabor.

- *Endettement des clients*

Une situation économique difficile pourrait restreindre le crédit des clients pour des achats de produits dits discrétionnaires, ceci pouvant entraîner une baisse des ventes dans le secteur de la distribution des services alimentaires.

- *Dépendance à l'égard de Cara et d'autres chaînes*

Suite à l'acquisition de Summit, les ventes à Cara (y compris ses franchisés) représentent une portion importante des ventes de la Société. La perte de Cara en tant que client, une diminution des achats par Cara, ou une diminution de la part de marché de Cara dans l'industrie des services alimentaires pourrait avoir une incidence importante et défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et la liquidité de la Société. Ce risque a par contre été atténué par la signature d'une convention de distribution d'une durée de dix ans et une option de renouvellement de cinq ans avec Cara.

- *Sensibilité face aux prix de marché de certaines commodités*

Colabor peut faire face à des variations inflationnistes subites des coûts de certains produits tels que le bœuf, le porc, l'essence et autres produits de commodité marqué par un indice de prix. Ces variations peuvent à court terme créer de la pression sur la marge.

- *Rappel de produits*

Colabor peut faire face à des retours de produits faisant suite à des problèmes sanitaires rencontrés par certains de ses manufacturiers. Ces retours peuvent créer un ralentissement des ventes d'une catégorie de produits pendant une certaine période et peuvent causer une certaine détérioration du chiffre d'affaires. Cependant, Colabor a actuellement tous les mécanismes nécessaires d'identification qui lui permettent de récupérer rapidement les produits contaminés pour les retourner aux manufacturiers responsables et recouvrer les sommes payées à ces manufacturiers pour les produits contaminés.

- *Intensification de la compétition dans une situation économique difficile*

Afin de garder leurs parts de marché, les compétiteurs ont tendance à réduire leur marge bénéficiaire.

## **Rendement de l'investissement**

Le rendement d'un investissement dans Groupe Colabor Inc. n'est pas comparable à celui d'un investissement dans des titres à revenu fixe. Le rendement est fondé sur de nombreuses hypothèses. Bien que la Société ait l'intention de verser des dividendes trimestriels, ceux-ci peuvent être réduits ou suspendus. Les dividendes versés dépendront de nombreux facteurs, notamment les risques inhérents à l'industrie décrits ci-haut et les autres risques décrits dans sa notice annuelle. En outre, la valeur marchande des actions peut baisser considérablement si la Société se trouve dans l'impossibilité de respecter ses objectifs en matière de versement de dividendes.

## **Changements climatiques**

Colabor a des risques très minimes reliés aux changements climatiques mondiaux. Cependant, la température au quotidien affecte périodiquement la performance économique de la Société.

## **12. Estimations comptables significatives**

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles.

### **Perte de valeur des clients et autres débiteurs**

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

### **Remises des fournisseurs**

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

### **Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente**

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée en résultat net.

### **Évaluation du stock**

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

### **Durée d'utilité des actifs amortissables**

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

### **Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill**

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux

résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

### **Actifs d'impôts différés**

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

### **Regroupements d'entreprises**

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise et la contrepartie versée pour ces derniers sont pris en considération dans les états consolidés de la situation financière à leur juste valeur. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation. Toute modification ultérieure de ces estimations aurait une incidence sur la valeur comptable du goodwill si le changement était considéré comme un ajustement survenu durant la période d'évaluation. Toute autre modification serait comptabilisée aux états consolidés du résultat dans la période ultérieure.

### **Obligation au titre de la retraite**

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser, et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

### **13. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière**

Tel qu'indiqué dans le rapport de gestion du 31 décembre 2013, disponible sur SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com), la direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 31 décembre 2013. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces.

### **14. Événement postérieur à la date de clôture**

Le 3 juillet 2014, la Société a finalisé une entente portant sur le règlement d'un litige pour lequel elle faisait l'objet d'une requête d'annulation partielle de sentence arbitrale rendue en juin 2009 et d'un appel de jugement rendu par la Cour supérieure en 2013, la Société s'est entendue avec la partie adverse afin de conclure définitivement tous les dossiers en suspens selon les termes suivants; un montant de 1 000 000 \$ payable le 4 juillet, un montant de 1 000 000 \$ plus des intérêts courus au taux de 4 % le 2 janvier 2015 ainsi qu'un montant de 500 000\$ plus des intérêts courus au taux de 4 % le 31 mars 2015. Étant donné les montants déjà comptabilisés dans ses livres, la Société devra imputer aux résultats du 3<sup>e</sup> trimestre des frais non liés aux opérations courantes d'environ 1 100 000 \$.